

Directeur politique : H.-D. COLLIN

ABONNEMENTS

Table of subscription rates for different regions and durations (1, 3, 6, 12 months).

En vente à PARIS A la Librairie Alsacienne-Lorraine, 1, rue de Médicis.

Le Lorrain

Rédaction et Administration :

14, RUE DES CLERCS, METZ — Téléphone N° 31

ANNONCES

La petite ligne . . . . . 30 Pl.

RÉCLAMES

La ligne . . . . . 60 Pl.

Les annonces sont reçues aux bureaux du journal 14, rue des Clercs, à Metz et dans toutes les Annonces à l'étranger.

Ligue pour la Défense de l'Alsace-Lorraine

C'est assurément une très heureuse idée que celle M. le député Hauss, de provoquer la création d'une Ligue pour la défense de l'Alsace-Lorraine.

Notre petit pays est autant, sinon plus encore, la victime des fautes commises ou inconscientes qui répandent sur notre compte, dans toute l'Allemagne, des nouvelles tantôt simplement exagérées, tantôt absolument mensongères, que de la dualité et de la faiblesse de notre gouvernement.

Ce qu'il importe de faire ici, c'est de généraliser l'idée et le travail de défense; il nous faut créer une armée qui aura son état-major et son poste d'observation pour voir d'où viennent les attaques injustes et trouver les moyens spéciaux pour riposter suivant les circonstances et les personnes; ici, une simple réponse suffira, là, une insertion légale, une autre fois, il faudra un procès; c'est le bureau qui décidera la chose.

Evidemment, la constitution de cette Ligue est une affaire délicate et demandant du doigté puisqu'elle doit comprendre des hommes de tous les partis, et qu'elle n'aura pas à s'occuper de propagande politique, sociale ou religieuse; mais, comme on nous calomnie sur tous les terrains, elle devra, pour nous défendre, faire abstraction des intérêts de personnes ou de partis, tout en s'efforçant de discerner avec quelle habileté nos détracteurs nuisent à l'ensemble du pays tout en ayant l'air de ne s'attaquer qu'à certaines personnes et à certains partis.

Il faudra donc que le Bureau de la Ligue, une fois constitué, ait une bonne centaine d'yeux, comme Argus, pour voir non seulement d'où le coup est parti et où il est arrivé, mais aussi tous les ridoires que le tireur a voulu occasionner. C'est pour cela peut-être que dans ce bureau il faudra un certain nombre de journalistes, sentinelles avancées qui sont plus habituées à fouiller l'horizon journalistique et plus aptes à y trouver tous les mauvais nages qu'on s'embusquent les adversaires pangermanistes.

Il est probable, pour ne pas dire certain, que la presse chauvine va tomber sur cette Ligue nouvelle en la dénigrant d'avance et en disant, comme on l'a déjà annoncé, qu'elle est la dernière citadelle du nationalisme et qu'il faut l'empêcher de se constituer. Laissons dire: on n'a jamais pu empêcher les loups de hurler; mais surtout agissons. Cette Ligue m'apparaît non seulement comme une forteresse de défense, mais comme un terrain d'union où les hommes et les partis, se rapprochant, se connaîtront mieux, s'apprécieront davantage et collaboreront plus facilement au bien général du pays, tout en se maintenant à leur point de vue spécial.

Elle quand on saura que MM. Ricklin, Schwander, Curtius et d'autres sont à la tête de ce mouvement nouveau et nécessaire, on aura bien mauvaise grâce à voir dans cette affaire une association nationale ou une arme d'opposition contre l'état de choses établi ou contre le gouvernement. Il semble d'ailleurs que le ministère de Strasbourg bénéficiera autant que le pays lui-même de l'activité de cette Ligue: on ne la fait pas pour lui, mais on la fait encore moins contre lui. Elle sera plutôt une œuvre de paix qu'une arme de guerre: elle n'a d'autre but que de refouler chez eux nos adversaires, de leur faire rentrer leurs mensonges et de maintenir notre chère Alsace-Lorraine sous le régime du droit commun et de la liberté, autant qu'ils se peuvent accorder, et dans ce but, le Lorrain souscrit une somme de 100 M pour la nouvelle Ligue.

La Journée

Les députés d'Alsace-Lorraine au Reichstag, MM. Haegy, Peirottes et Windeck, ont vigoureusement appuyé hier les intérêts des populations du pays au sujet des chemins de fer.

Tous les journaux s'occupent du fiasco auquel a abouti la commission de Saverne. La joie est surtout grande parmi les organes conservateurs. La question est donc définitivement enterrée.

Dans la séance de la commission du budget des colonies, le gouvernement a annoncé le voyage du Kronprinz dans la colonie de l'Est africain. Les députés ont exprimé le désir que les frais du voyage soient inscrits au budget ordinaire.

La 49e commission du Reichstag a discuté la loi relative à la divulgation de secrets militaires

intéressant la défense nationale. Le délit ne sera pas puni si la personne est arrêtée avant d'avoir accompli son crime.

La Chambre française a discuté hier vendredi une interpellation sur la politique financière du gouvernement. Après un débat agité, au cours duquel MM. Millerand et Briand ont pris la parole, la Chambre, par 329 voix contre 214, a voté la priorité d'un ordre du jour de confiance pour le ministère.

Au Sénat on a adopté le projet de loi concernant l'emprunt sur le Maroc s'élevant à 170.250.000 francs.

La grève des mineurs, dans tout le bassin de la Loire, continue sans incident et sans changement. Hier matin, les rentrées ont été nulles dans tous les puits. A toutes les réunions organisées hier par les syndicats et dont les résultats sont actuellement connus, les mineurs se sont prononcés pour la continuation de la grève.

L'agitation déterminée par les grèves des cheminots au Portugal se développe, mais ne paraît pas, jusqu'ici, prendre un caractère politique. Les communications postales avec l'étranger sont interrompues à la suite de nombreux sabotages commis sur les voies.

Le prince de Wied est arrivé à Saint-Pétersbourg. Il a été reçu par un aide de camp attaché à sa personne, et qui l'a conduit dans une voiture de la cour au Palais d'hiver, où des appartements lui avaient été préparés. Le prince de Wied a déjeuné au palais impérial de Tsarskoïe-Selo, et il a vu dans la soirée MM. Goremykine et Sazonov.

D'après un nouveau récit, M. Benton n'aurait pas été jugé par un conseil de guerre au Mexique, mais fusillé sans aucune formalité.

Chronique Générale

ALLEMAGNE

La campagne contre la légion étrangère française se poursuit au théâtre. Mardi soir, le « Künstler Theater », de Berlin, — un des meilleurs théâtres, — a donné la première d'une pièce d'Erwin Rosen, Le Cafard, qui est d'un bout à l'autre une attaque passionnée contre la légion étrangère française.

Ce fut moins une manifestation d'art qu'une manifestation politique. Le succès de l'appel aux passions publiques, savamment entretenues par une campagne qui ne faiblit point, a été complet. La fin du troisième acte et celle du quatrième furent accueillies par des bravos frénétiques. Des femmes pleuraient d'attendrissement et six ou sept fois l'auteur dut paraître devant la rampe et venir saluer le public.

La presse berlinoise ne se fait aucune illusion sur la valeur littéraire de la pièce de M. Erwin Rosen, mais elle en loue l'intention et même l'exactitude véridique.

« C'est d'une impitoyable vérité », prétend le Courrier de la Bourse.

« C'est une pièce », dit la Gazette de la Croix, « a été évidemment écrite pour détourner de la légion ceux qui voudraient y entrer. Il est difficile dans ces conditions de la juger avec toute la froideur de l'esprit critique. Quand il s'agit d'une telle cause, on ne peut rejeter aucune collaboration, pas même celle d'un dramaturge qui, par sa tendance, s'éloigne de l'art. » Par contre, le Berliner Tageblatt parle dédaigneusement de « pesant et inopportun mélodrame de boulevard ».

L'organe des pangermanistes, la « Post », tient un langage guerrier.

La Post, de Berlin, l'organe, attiré des pangermanistes, vient de consacrer deux numéros à soutenir cette thèse extravagante que la situation actuelle étant intolérable pour l'Allemagne, il faut qu'elle en sorte à tout prix, fût-ce au prix d'une guerre immédiate avec la France, pour laquelle on saisiserait la première occasion venue.

« L'Autriche », écrit la Post, est en pièces, l'Italie s'incline devant les puissances maritimes. Nous, Allemands, nous sommes isolés devant l'insolence de la France, de la Russie et de l'Angleterre. Or, les 70 millions d'Allemands ne peuvent pas renoncer au rôle de nation-leader de l'Europe.

La situation actuelle ne peut être dénoncée que par l'épée. Les circonstances sont favorables: la France n'est pas prête à combattre, l'Angleterre est au milieu de difficultés intérieures et coloniales, la Russie craint la guerre par peur de la révolution. Attendons donc que nos ennemis soient prêts? »

La Post expose enfin comment il faudra engager les hostilités. Il faut commencer sur le terrain diplomatique par se montrer intraitable lors de la première difficulté; ce qui est un nouveau Maroc, une nouvelle affaire Liman ou la question d'Asie-Mineure. Il faut laisser venir la guerre, puis commencer une offensive formidable, foudroyante et sans merci. » C'est là un langage extravagant, disons-nous. On ne dit pas avec plus de cynisme qu'on forgera la guerre de toutes pièces et qu'au besoin, à défaut du motif vrai, on en inventera.

Quelle que puisse être l'autorité de la Post et quelle que soit la mesure dans laquelle elle reflète l'esprit public en Allemagne, nous nous refusons à croire que les autorités impériales, qui ont la charge du pouvoir, mais en ont aussi les responsabilités, soient disposées à entendre ce langage, blessant pour toute l'Europe, et blessant aussi pour les alliés de l'Empire germanique.

L'élément slave dans le bassin rhéno-westphalien.

Conclusion d'un article d'alarme paru dans la Rheinisch-Westfälische Zeitung: « Alors qu'en 1900, on comptait dans le district industriel 124.000 polonais, leur chiffre était de 274.000 en 1910, en plus 22.000 Masures et 19.000 Tchèques;

la moitié des émigrants de 1900 à 1910 étaient des Slaves. Si l'émigration slave continue de la sorte pendant 20 ou 30 ans, le bassin industriel aura 1 million de Polonais. »

Un enfant brulé par sa mère.

La police de Cologne a arrêté une actrice, Catherine Thielen, une jeune femme, et un négociant pour le crime suivant: Catherine Thielen avait un enfant de cinq ans et avait résolu de s'en débarrasser. Elle coucha son enfant chez le négociant, puis aidé de celui-ci et d'une femme Christiana, elle mit le feu au lit, ferma les portes et se retira en compagnie de ses complices. Bien entendu les femmes nient toute responsabilité; après avoir servi le souper de l'enfant, disent-elles, elles sont sorties et c'est en jouant avec des allumettes que le petit aurait mis le feu à la paille de son lit.

Aéronautes allemands retenus en Russie.

On annonce que l'aéronaute allemand Berliner et l'aviateur Mischewsky qui avaient atterri en Russie sont tous deux retenus par les autorités russes, l'un à Perm, l'autre à Varsovie, sous l'inculpation d'espionnage.

FRANCE

Des formules! Toujours des formules!

Du Gaulois: Les républicains aiment les formules; ils ont eu l'art de les faire miroiter aux yeux des masses populaires comme autant d'assurances d'émancipation, de justice, de prospérité et de bien-être. Chaque fois que la formule d'hier avait perdu de sa magie, ils savaient en créer une nouvelle qu'ils habillaient au goût du jour.

Toutes ont fait successivement faillite. Voulez-vous que nous les énumérons: Le cléricalisme voilà l'ennemi! Le gouvernement des curés! Ni emprunt, ni impôt! Les séparatistes sac au dos! La République aux républicains! Le milliard des congrégations! La vérité en marche! Les milices nationales! Pas d'ennemis à gauche! Le sabre et le goupillon!

Quoique ces formules fussent bien faites pour flatter les appétits démocratiques, l'opinion s'en est successivement lassée. Et le cléricalisme de M. Caillaux, qui ne consistait qu'en un dogme, mais le plus révolutionnaire de tous, subira le même sort.

Quand il dit: « Les riches ne paient pas, le fait qu'ils paient. Guerre aux riches! », il nous berne. Les riches paient et sont tout prêts à payer davantage.

Mais, comme nous le disions hier, comme les industriels et commerçants de Bordeaux viennent de le signaler, ils ne vont pas faire un saut dans l'inconnu, ni tirer au hasard les secrets de leur fortune ou de leurs opérations.

Nous avons un système d'impôts qui nous a permis, à une heure tragique, de libérer avant le terme le territoire occupé par l'ennemi; grâce à lui, nous avons pu, pendant longtemps, faire face à toutes les folles aventures de nos gouvernants. Et que venez-vous nous offrir? Un organisme que vous dites nouveau, dont vous ignorez l'action, qui, dépourvu du contrôle, amènera toutes les déceptions, qui, avec le contrôle, provoquera toutes les révoltes.

Et à quel moment venez-vous proposer votre révolution financière? C'est lorsque le budget est en déficit et que tous les marchés du monde entier sont troublés. Vous nous faites l'effet d'un général qui, sur le champ de bataille, songerait à utiliser un matériel nouveau.

Vous dites que les riches veulent se soustraire à tout sacrifice! Eh bien, faites un essai. Précisez les sommes dont vous avez besoin; augmentez les centimes dans la mesure des nécessités budgétaires, et vous verrez si ce que vous appelez les riches, et qui cesseraient de l'être du jour où vous auriez réalisés vos conceptions néfastes, ne font pas tous les sacrifices que l'heure comportera, sans plainte et sans protestation. « Guerre aux riches! » est donc tout simplement une nouvelle formule électorale, destinée, comme toutes celles qui l'ont précédée, à tromper le pays à la veille du scrutin.

Et cependant il faut de l'argent! Mercredi, au Sénat, le gouvernement n'a pu obtenir le vote de principe qu'il réclamait. Voilà donc renversé le pot au pétrole financier de M. Caillaux. Beaucoup de députés, craignant de se dégoûter. Ils sentent le péril et appellent de tous leurs vœux une solution qui sauverait leur amour-propre et leur réputation. Il en est un: ne plus mettre sur le tapis la question de l'impôt sur le revenu et, sans engager l'avenir, mais sans troubler notre système fiscal actuel, voter les accroissements d'impôts indispensables à combler le déficit et assurer le service des emprunts nécessaires.

M. Caillaux, qui est un financier, sait tout cela mieux que nous. Mais il faut des mesures dictatoriales à cet ancien ploutocrate hanté des rêves d'un César démagogue.

Pégoud accusé de sabotage.

L'ancien mécanicien de Pégoud, Adolphe Freissmuth, accuse son ex-patron d'avoir, avec son mécanicien, saboté un appareil qu'il avait vendu à l'aviateur italien Dalmistro. Cette grave accusation a été faite devant témoins et signée par Freissmuth, qui accuse aussi le mécanicien Pégoud d'avoir été en la circonstance le complice de Pégoud. Un notaire a procédé jeudi soir, aux constatations et l'on aurait découvert des traces de lime. L'accusateur déclare en outre que l'aviateur français lui aurait offert 500 fr. pour prix de son silence.

PÉGOD SE DÉFEND

En arrivant à Vienne, Pégoud a appris la grave accusation lancée contre lui. Il a déclaré que cette accusation était aussi absurde que perfide.

« J'ai vendu mon appareil 19.000 fr. Après la livraison, l'aviateur italien a effectué trois vols, et l'appareil a fonctionné d'une manière impeccable. Depuis lors, je n'ai plus revu l'aéroplane. J'ai télégraphié à Paris d'envoyer à Vienne un pilote pour me suppléer. Moi, je vais partir immédiatement pour Milan. En attendant, j'ai porté plainte contre mon mécanicien pour diffamation. »

M. Donnet, interviewé à Paris, a déclaré qu'il pouvait affirmer que Pégoud était prêt à revoler sur cet appareil, tel que Dalmistro l'a trouvé.

Aucun incident militaire dans le bassin de la Loire.

Le bruit qui avait couru que des militaires du service d'ordre organisé dans le bassin de la Loire auraient refusé d'obéir est complètement inexact et paraît avoir pris naissance de ce fait que des troupes

de la garnison de Saint-Etienne, qui avaient été réparties d'urgence dans le bassin houiller, dès la déclaration de la grève, réintégrèrent les casernes du chef-lieu, par suite de l'arrivée de renforts venant du Puy, d'Aurillac, Roanne, Lyon, Clermont-Ferrand, Montbrison, etc.

On avait probablement déduit par erreur que ce retour de troupes à Saint-Etienne avait lieu par suite d'un refus d'obéissance, qui n'avait d'ailleurs aucune raison de se produire, attendu que les troupes n'ont eu à intervenir à aucun moment pour maintenir l'ordre. Leur service s'est borné jusqu'ici à la garde fixe de certains points, par patrouilles de puits à puits.

ITALIE

L'expédition d'Afrique à la Chambre.

La discussion des dépenses occasionnées par l'expédition d'Afrique a amené jeudi trois discours importants de l'amiral Bédouin, du général Pistoia et du député nationaliste Fedoroni. Tous trois ont soutenu qu'une haute raison nationale rendait l'entreprise nécessaire et utile, sans lui épargner toutefois des critiques de détail. L'amiral Bédouin par exemple a insisté sur les deux grandes erreurs commises au début: que le débarquement de la marine à Tripoli n'ait pas été suivi immédiatement de celui des troupes de terre, et qu'on n'ait pas capturé la flotte turque. L'amiral Bédouin a démontré ensuite que la possession d'une colonie improductive était une aggravation en cas de guerre maritime et exigeait par conséquent de nouveaux sacrifices financiers. Le général Pistoia a défendu la tactique temporisatrice du général Caneva. M. Fedoroni a soutenu la nécessité et l'utilité de l'expédition d'Afrique en raison du bien moral que celle guerre apporte au relèvement patriotique des jeunes générations italiennes.

On pense que le gouvernement commencera à répondre aujourd'hui. Parleront: les ministres Bertolini, des colonies, puis Tedesco, du Trésor, San Giuliano, des affaires étrangères. On croit que M. Giolitti parlera samedi. En l'absence du ministre de la guerre, le président du Conseil défendra l'entreprise à la fois du point de vue militaire et de celui de la politique générale. On espère que le vote pourra avoir lieu samedi.

ANGLETERRE

La flotte aérienne.

Le colonel Seely a déclaré à la Chambre des Communes qu'en ce qui concerne les hydravions, l'Angleterre dépense toutes les autres nations. Elle possède aujourd'hui 413 aéroplanes nouveaux après avoir réformé 52 des anciens modèles. Les avions militaires ont parcouru 100.000 milles. Il n'y a eu qu'un seul accident. Il faut maintenant que l'armée possède 250 aéroplanes. La durée d'emploi des aéroplanes est aujourd'hui de deux ans. L'industrie britannique peut maintenant faire face à tous les besoins de l'armée en matière d'aéronautique. Elle est aussi en mesure de fournir les moteurs. La vitesse moyenne des aéroplanes anglais est de 66 milles à l'heure. Toute armée moderne non munie d'aéroplanes est vaincue d'avance. L'armée britannique, numériquement plus faible, doit avoir plus d'aéroplanes que celles des autres nations.

Une lettre de la générale des suffragettes au Roi.

Mme Pankhurst a adressé au Roi une longue lettre exposant les revendications féministes et lui demandant d'accorder une audience à une députation de suffragettes désireuses de faire valoir auprès de lui le droit des femmes au vote législatif. La lettre insiste sur le bien qui résulterait pour le pays de l'inscription des femmes sur les listes électorales. Enfin la missive proteste contre les tortures infligées aux suffragettes par les ministres de la couronne, qui refusent obstinément d'écouter les doléances féministes.

AUTRICHE-HONGRIE

Les finances autrichiennes.

EMPRUNT LONDONIEN

Le docteur Lettl, vice-président des Caisses d'épargne postales d'Autriche-Hongrie, a pris, ce matin, le train de Londres avec deux membres de son personnel. On dit que le ministre des finances a reçu des offres de plusieurs établissements anglais, qui consistent à prendre une forte proportion de rente autrichienne. Ces offres, formulées par des tiers, portaient sur une somme de 150 millions de francs, soit environ 14 millions de couronnes. Les représentants des Caisses postales ont l'intention de se renseigner à Londres sur les conditions de l'emprunt, sur le nombre de maisons qui sont prêtes à négocier. Une fois nanti de toutes ces informations, le gouvernement austro-hongrois verra s'il lui est possible de contracter un emprunt à Londres.

RUSSIE

Le premier conseil des ministres.

Tous les journaux s'occupent longuement du conseil extraordinaire tenu lundi dernier sous la présidence de l'Empereur et se font l'écho de l'effet considérable causé dans les milieux politiques par le discours plein de fermeté prononcé par l'Empereur au début de la séance, indiquant l'orientation qu'il désirait voir prendre dorénavant à son conseil.

Il appert en effet, suivant des renseignements recueillis auprès de certains députés que le Tsar s'est exprimé dans un sens nettement favorable à un travail en commun par une collaboration réelle du gouvernement avec la Douma et le Conseil d'Empire à la réalisation des réformes contenues dans le manifeste d'octobre qui, jusqu'à présent, n'ont reçu aucun commencement d'exécution.

Enfin l'Empereur a exprimé son désir de voir les différents ministères travailler plus étroitement entre eux pour unifier leur action et éviter tout ce qui pourrait laisser croire que le gouvernement impérial est animé de dispositions contraires à la réalisation des réformes promises par le manifeste.

Dans sa réponse le Président du Conseil a assuré l'Empereur que toute la volonté des membres du cabinet est de satisfaire les désirs qu'il avait exprimés.

Clôture d'un aéroplane.

Les journaux publient une dépêche de Varsovie annonçant qu'un aéroplane est tombé sur le village de Rjendkavitz (gouvernement de Kielce) détruisant plusieurs maisons et mettant le feu à six métairies. La chute de ce ballon a été accompagnée d'un dégagement de vapeurs sulfureuses. Les habitants ont été pris de panique.

ETATS-UNIS

La fondation d'un royaume nègre (?)

A la demande de l'Angleterre, le département de

la justice de Washington vient d'ouvrir une enquête sur un projet conçu, dit-on, par un nègre d'Oklahoma nommé Sam, de constituer un royaume nègre africain sur la Côte d'Or. Le vapeur Eberia serait arrivé à Brooklyn ayant à bord un certain nombre de nègres auxquels Sam aurait, dit-on, vendu des actions d'une Compagnie de colonisation en Afrique. Le gouvernement ne se croit pas le droit d'intervenir pour empêcher l'émigration des nègres.

CHINE

Les Sœurs dans les hôpitaux chinois.

Tchang Kien, ministre de l'industrie et du commerce, vient de porter sur nos religieuses un jugement qui a de l'intérêt ailleurs qu'en Chine. Ayant fondé un hôpital à Nan-Thong, grande ville de la presqu'île de Hai-Men, Tchang Kien a donné au nouvel établissement un règlement. On y peut lire ceci: « Autrefois, nous n'avions pas d'asiles pour les vieillards; maintenant, il y en a, mais on ne sait comment s'y prendre pour les administrer. Or, des vierges catholiques, au nombre de vingt, ont pris pitié des vieux Chinois qui manquent de nourriture, ont fait le vœu de les nourrir et ont établi un couvent au sud de Changhoï. Elles ont pour mission de diriger et de soigner les vieux; tout ce que les vieillards désirent, elles le leur procurent; elles vont même au-devant de leurs désirs; elles travaillent pour leur plaisir; elles ont de l'argent, du riz, de la toile. Voilà ce que font ces vingt Sœurs de charité. »

Dans le monde, on voit des fils pieux, des petits-fils respectueux de leurs parents; mais ces saintes filles surpassent les exemples les plus renommés de piété filiale. Je suis allé visiter leur couvent; tout est en ordre, c'est inimaginable; on y agit sans faire d'embarras. Pourrait-on trouver parmi les laïques un ou deux hommes semblables? Ce qui les anime, c'est la religion catholique! Ce qui les pousse au dévouement, c'est leur foi! J'aurais voulu avoir de même des catholiques; je n'ai pu en obtenir. Dans mon hospice, il y a cependant des affaiblis qu'il faut excuser. Je donne donc le règlement suivant, en me conformant à ce que j'ai vu et sur réflexions que j'ai faites.

Art. 31. — Pour directeurs, on pourra prendre et inviter de fervents et charitables catholiques; on leur procurera tout ce qui est nécessaire. »

LES AFFAIRES D'ORIENT

Le mouvement insurrectionnel en Epire.

Les nouvelles de l'Epire et du mouvement insurrectionnel d'Argyrocastro produisent une vive émotion à Rome. D'après les nouvelles publiées par les journaux italiens, et qui sont télégraphiques de Valona, les insurgés, au nombre de 8.000, seraient sous le commandement d'un ancien commandant de la gendarmerie grecque, Spiro Millo. Ce dernier parcourt l'Epire, encourageant la population à revendiquer son autonomie. Il a sollicité la garnison grecque d'Argyrocastro de se rendre sous ses ordres et la garnison a immédiatement répondu à son appel.

Le commandant des troupes épirotes se propose d'occuper l'Epire tout entier. Il est abondamment pourvu de munitions, d'armes et de vivres et possède même plusieurs canons et mitrailleuses. Les troupes épirotes campent en ce moment dans les environs de Berat.

Le correspondant de la Tribune, qui envoie ces nouvelles, dit que si l'Europe veut assurer véritablement la tranquillité dans l'Etat albanais, elle devra finir par faire occuper l'Albanie tout entière par les troupes internationales.

Bien que le gouvernement grec désavoue le mouvement épirote, le journaliste italien assure que le mouvement panépérote n'est au fond qu'un mouvement panhellénique et qu'il est certainement fomenté par les autorités d'Athènes.

ALSACE-LORRAINE

La retraite continue.

M. de Leubling, conseiller ministériel au ministère de la justice, est sur le point de donner sa démission pour des raisons de santé.

La Oberbassische Landeszeitung fait suivre cette information de la remarque suivante:

Il faut enregistrer comme un fait nouveau que le nouveau sous-secrétaire d'Etat pour la justice se soit chargé de présider lui-même les examens d'assesseurs. Jusqu'ici c'était le conseiller ministériel M. le comte de Leubling et on s'attendait à ce que désormais le président de la Cour d'appel fût chargé de la présidence.

M. de Puttkamer.

Le président de la Haute-Alsace prend un congé de deux mois. Tandis que les uns prétendent qu'il ne reviendra plus à son poste, d'autres affirment que le congé qu'il a pris est nécessaire par l'état de sa santé.

Pendant la crise gouvernementale, les bruits les plus divers ont couru sur M. de Puttkamer. On a annoncé d'abord qu'il serait nommé secrétaire d'Etat à la place de M. Zorn de Bulach. Puis lorsque le comte Rodern fut désigné à ce poste, on a prétendu que l'évincement de M. de Puttkamer était dû à une intervention directe du statthalter qui avait eu à se plaindre du président de la Haute-Alsace. On a dit que ce fonctionnaire envoyait des rapports directement à Berlin, passant ainsi par-dessus la tête de ses supérieurs, mais que le statthalter avait énergiquement réprimé.

M. de Puttkamer a opposé, depuis, un démenti à ces bruits.

Ce matin, la Strassburger Post dit apprendre que M. de Puttkamer ne part pas en congé, comme il avait été annoncé.

La navigabilité des canaux.

Après deux mois d'interruption forcée la navigation est sur le point de reprendre son intensité sur les canaux d'Alsace-Lorraine, quelques bateaux circulent déjà depuis trois semaines sur le canal du Rhône-au-Rhin. Quant au canal de la Marne-au-Rhin il a été jusqu'à ces derniers jours recouvert d'une couche de 26 centimètres de glace en certains points de la

forêt de Brumath. Des canots brise-glace ont cependant rétabli la libre circulation.

### Les projets de lois d'exception.

Une agence qui puise d'ordinaire aux sources officieuses, déclare que toutes les nouvelles concernant les lois d'exception contre l'Alsace-Lorraine seraient erronées. Le gouvernement ne songerait pas à déposer, comme on l'avait indiqué, des projets tendant à autoriser les gouvernements fédérés à supprimer les associations ou les journaux en langue étrangère.

### Rehabilitation des autorités civiles à Saverne.

Le correspondant strasbourgeois de la Gazette de Francfort apprend de source autorisée qu'aucune déclaration officielle n'est parvenue à M. Mahl au sujet du résultat de l'enquête disciplinaire ouverte contre lui à sa propre demande.

### Les dégâts causés par les sangliers.

Les indemnités à verser aux cultivateurs dont les champs ont été ravagés par les sangliers, dépassent déjà de plus de 100.000 M le total de l'an dernier, et il manque encore l'estimation pour plusieurs communes de Lorraine qui ne sont pas des plus épargnées par les sangliers. Ces simples chiffres indiquent suffisamment qu'il faut absolument employer des moyens plus radicaux pour la destruction de ces pachydermes; nos représentants au Landtag sauront trouver et faire pratiquer ces méthodes pour le plus grand bien de nos cultivateurs. de nos communes et de notre budget d'Alsace-Lorraine.

**Calendrier.** — Aujourd'hui, samedi 28 février, cinquante-neuvième jour de l'année. — Lever du soleil: 6 h 47; coucher: 5 h 40.

**Lune:** Premier quartier le 5 mars.

**Fête du jour.** — SS. Martyrs d'Al.

**Éphémérides lorraines.** — 28 février 1560. — Les Messins qui avaient remporté une victoire le 25 février précédent, vont assiéger les châteaux de Louvigny et de Goin. Ces deux forteresses furent prises le même jour.

— 4<sup>e</sup> mars 1736. — Réception par la ville de Metz, du second corps des casernes de Chambrière, pour loger la cavalerie.

**La température.** — Une aère un peu supérieure à 705 mm. couvre les Pays-Bas et le nord de la France. Le vent est faible et souffle de directions variables sur les côtes de la Manche.

La température a monté dans les régions de l'ouest et sur l'Europe centrale; on notait hier matin: — 32° au Spitzberg et à Arkhangel, — 1° à Clermont-Ferrand, — 1° à Belfort, 2° à Paris et à Toulouse, 8° à Brest, Biarritz et Nice, 12° à Alger.

Un temps nuageux, brumeux et frais est probable.

### BULLETIN METEOROLOGIQUE

(Observations faites par M. REMOISENET, à Metz)

BAROMETRE A 0	THERMOMETRE	VENT	TEMPS
27 fév. à 4 h. soir	745.6	+ 10.	E Beau
28 fév. à 8 h. matin	747.7	+ 1.0	N Beau

**Thermomètre.** — Maximum du 27: +10.5; Minimum aujourd'hui: +0.5

### CHRONIQUE MESSINE

**Un procès en offenses à propos des termes « Kreithi et Plethi ».**

L'Agence Wolff nous communique ce matin l'information suivante:

Ces jours derniers la nouvelle a été propagée par la presse que dans l'affaire de l'incident qui s'est produit au Sablon lors de la cérémonie de l'anniversaire de la naissance de l'Empereur, le Groupe Lorrain du Landtag aurait fait une plainte en poursuites contre le commandant Muth du 20<sup>e</sup> bataillon de pionniers en raison des termes « Kreithi et Plethi » dont le commandant se serait servi à cette occasion. L'Agence Wolff apprend de source sûre que cette nouvelle n'est pas conforme aux faits. Le Groupe Lorrain n'a pas déposé de plainte et n'a pas l'intention d'en déposer une. Cependant il se pourrait que, dans cette affaire, une plainte ait été déposée par des particuliers.

Nous pouvons préciser et compléter cette note. La plainte est rédigée. L'initiative a été prise par des députés lorrains à la seconde Chambre et plusieurs particuliers s'y sont associés. Elle sera sans doute déposée aujourd'hui au parquet.

### Un duel entre officiers du 98<sup>e</sup>.

Peu de choses à ajouter à la communication faite aux journaux concernant le duel qui a coûté la vie au lieutenant Haage; ce dernier, né en 1883, avait épousé une demoiselle Elise Schubert, née en 1891, de laquelle union est issue une fillette en 1912. Haage était d'origine bavaroise.

On dit que les deux officiers n'auraient pas pris l'avis de leurs supérieurs avant de se battre et qu'en raison de l'issue malheureuse du duel, le lieutenant de La Valette devrait quitter l'armée après la peine de détention dans une forteresse dont sont punis les officiers qui se battent en duel.

Quoiqu'il en soit, on ne peut que protester une fois de plus au nom des lois divines et de la justice humaine contre cette conduite barbare du duel qui, ici, apparaît deux fois injuste puisque c'est l'offense qui tombe, abattu par l'offenseur. Dans l'avis mortuaire inséré dans les journaux allemands, il est rappelé que le lieutenant Haage appartenait depuis peu de temps au 98<sup>e</sup> d'infanterie, mais que cependant son bon caractère lui avait rapidement concilié toutes les sympathies.

Ce matin le bruit court dans les sphères intéressées que le frère du lieutenant Haage aurait à son tour provoqué en duel le lieutenant La Valette Saint-Georges.

### A propos de suicides de militaires.

La *Freie Presse* reproduit, d'après un autre journal socialiste de Bochum, le *Folksblatt*, le récit d'une bien grave affaire qui, si elle se vérifie, jettera un nouveau et pénible jour sur la manière dont sont traités les jeunes soldats à la caserne.

Il s'agit, en l'espèce, du dragon Henri Elm-

meluth, soldat au 9<sup>e</sup> dragons à Devant-les-Ponts, fils d'un mineur du pays de Bochum qui aurait été poussé au suicide le 17 février à la suite des mauvais traitements de la part des camarades.

Dans un 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> télégramme adressé à la famille par l'escadron, on ne parle pas du suicide; dans un 5<sup>e</sup> seulement, en date du 19, on demande aux parents s'ils maintiennent leur volonté de faire revenir au pays le corps de leur fils qui s'est pendu. Le père part pour Metz et après une enquête il établit que son fils a été maltraité à coups de bâton à l'écurie, probablement achevé par ses « camarades », qui, pour faire croire à un suicide, auraient traité le corps dans les cabinets où ils l'auraient suspendu à une courroie.

Nous passons les nombreux détails donnés par les journaux socialistes qui annoncent en terminant que trois soldats ont été arrêtés.

— La *Freie Presse* rapporte ensuite plus brièvement une seconde affaire: le suicide d'un sous-officier du 145<sup>e</sup> d'infanterie, âgé de 23 ans, qui aurait été poussé au désespoir, ainsi qu'il le dit dans une lettre écrite avant de se tuer, par les tracasseries du capitaine de sa compagnie, la troisième.

— Hier on apprendait qu'un soldat du 70<sup>e</sup> d'artillerie s'est pendu jeudi soir; il aurait commis des détournements au préjudice de la caisse du Casino dont il avait la gestion.

### Les obsèques du Gouverneur de Metz.

Hier après-midi ont eu lieu à Altenbourg les obsèques du lieutenant général Kurt von Lindenau, commandant de la 16<sup>e</sup> division à Trèves, qui venait d'être nommé gouverneur de Metz. A la tête du cortège on remarquait le duc de Saxe-Altenbourg qui déposa une grande couronne sur le cercueil. L'empereur et d'autres personnages princiers avaient également envoyé des couronnes.

### Le régime nouveau.

On sait qu'un supplément hebdomadaire du *Petit Parisien* publié en couleurs des images d'actualité. A Metz, le public est habitué à voir ces images à tous les kiosques de journaux et aux devantures des librairies. Ces expositions n'ont jamais suscité la moindre manifestation. Mais la police veille...

Ces temps derniers, le supplément en question donnait une gravure représentant Paul Déroulède sur son lit de mort. Près de lui un drapeau tricolore!

Un agent s'empressa d'invoquer le libraire à enlever de la devanture de son magasin l'image séditieuse.

Est-ce que depuis de longues années nous ne voyons pas exposer aux vitrines le drapeau français, soit sur des cartes postales, gravures, etc. ?

Alors il y a donc quelque chose de changé ?

### Les express Paris-Berlin.

Un journal bruxellois publie cette information: A partir du 1<sup>er</sup> mai les trains express Berlin-Paris éviteront le réseau belge en passant par Francfort et Metz. Ils gagneront ainsi vingt-cinq minutes sur le trajet qui sera de 18 heures 40 au lieu de 18 heures 35 par Liège et le Nord-Belge. Les voyageurs auront aussi l'avantage de n'avoir qu'une seule frontière à traverser au lieu de deux.

Cette mesure est prise par l'administration allemande à cause du désarroi qui règne sur le réseau belge. Le ministre des chemins de fer belges déclare que son administration n'a été avisée d'aucune décision de ce genre.

A la légation allemande de Bruxelles on ne possède au sujet de cette information aucune nouvelle officielle mais, en raison des nombreuses plaintes de Chambres de commerce allemandes, on s'attend à la confirmation de l'information.

L'émotion qui s'est produite en Belgique à la suite de cette nouvelle paraît bien injustifiée selon le correspondant berlinois de la *Gazette de Cologne* qui télégraphie à son journal:

Selon nos informations, si vraiment une pareille nouvelle est arrivée à Bruxelles, elle est le résultat d'une erreur et n'est pas exacte. L'erreur provient de ce qu'en ces derniers temps, la durée du trajet entre Berlin et Sarrebrück a été abrégée de deux heures, ce qui a incité quelques voyageurs se rendant à Paris à prendre le chemin de Sarrebrück et Metz parce qu'ainsi la visite d'une seconde douane a été évitée.

Le détournement du trajet Berlin-Paris par la Belgique n'a pas eu lieu et n'a pas non plus été proposé.

### Société lorraine d'histoire et d'archéologie.

Nous rappelons l'attention sur la série de conférences (avec projections) qui nous seront données à partir de lundi, 2 mars, dans la salle des fêtes du Lycée. Les personnes qui ne sont pas membres de la Société pourront obtenir des cartes à l'entrée de la salle.

### Les travaux écrits dans les établissements d'enseignement secondaire.

Ces jours derniers, les directeurs des établissements d'enseignement secondaire recevaient du président du Conseil supérieur de l'instruction publique une circulaire déterminant à nouveau le nombre des travaux écrits dans ces établissements; on considérait effectivement comme trop élevé le chiffre des travaux écrits imposés par une circulaire antérieure. La nouvelle ordonnance réduit pour autant le chiffre de ces travaux et, de la sorte, on en revient à peu près à la règle primitivement en vigueur.

### Groupe Messin de Conférences.

La dernière soirée organisée par le Groupe Messin réunissant dans la coquette salle Saint-Bernard un auditoire pressé d'entendre M. Emile Bertaux, l'éminent directeur du Musée Jacquemart-André, dont la brillante conférence a obtenu le plus vif succès.

Bien des villes de provinces dont le Musée ne vaut que par la qualité et non par l'abondance des toiles, pourront aujourd'hui venir à Metz l'honneur d'être initiés à l'organisation d'un grand Musée moderne. Mais nulle part peut-être le sujet ne sera d'un plus haut enseignement, ni d'une plus brillante actualité.

A côté des aînés toutes frémissantes encore de la culture messine d'antan, et qui ont vu palpitier sous leurs yeux l'évocation de l'art français représenté par ses chefs-d'œuvre les plus authentiques; à côté des jeunes gens attirés par le sceptre artistique que Paris détent toujours, mais qui fut forgé à cette époque incomparable dont M. Bertaux dans une langue aussi documentée que savoureuse sait faire goûter les charmes, les personnalités dirigeantes de la Ville ont pué dans cet exposé magistral la plus sûre solution du problème qui hante aujourd'hui tous les Directeurs de Musée.

Foin donc de ces bâtisses immenses, débris de couvent ou de caserne, où s'entassaient au hasard, quelquefois à même le sol, les toiles les plus disparates, où les salles sont tapissées de rangées de tableaux, au lieu de former des ensembles harmonieux et compréhensibles! Le Musée moderne, le Musée qui doit servir vraiment d'école du goût, ne contient que des pièces d'habitation, de style fixe, meublées sobrement d'objets créés l'un pour l'autre et à la même époque, et qui se servent alors mutuellement de cadre et de tableau. Le Musée moderne, c'est une belle maison d'autrefois, que ses maîtres ont quittée pour en laisser la jouissance au public.

Telle est la forte pensée que M. Bertaux, réagissant contre les formules surannées du vieux Musée de province, a bien voulu venir exposer devant nous avec un charme et une compétence qui rendaient presque inutiles ses admirables projections. A voir, tandis que se déroulaient sa causerie si richement documentée et si harmonieusement cadencée, l'émotion contenue qui se lisait sur le visage de ses auditeurs, l'on pouvait augurer d'avance du brillant succès qui est venu couronner les efforts de ce noble champion du style français à sa plus brillante époque.

Il a continué glorieusement ainsi la phalange des conférenciers illustres qui ont joyeusement répondu à l'appel que le Groupe ne cesse de lancer depuis dix ans au nom des Messins plus épris que jamais de leur culture et de leur art traditionnels.

La prochaine conférence du Groupe messin aura lieu le 16 mars.

M. Camille Julian, de l'Institut de France, parlera de la *Civilisation romaine au Pays messin*. Le grand historien de la Garde est certain de trouver à Metz, où sa réputation l'a précédé, un accueil d'un auditoire attentif à s'entendre traiter un sujet dans lequel il fait autorité.

### Le « Wehrbeitrag » ou impôt de guerre.

Nous apprenons que l'Association Messine de Comptables s'est assurée le concours de M. E. Stiegler, professeur commercial à Strasbourg, pour samedi 7 mars prochain, avec une conférence des plus intéressantes par son actualité. Le « Wehrbeitrag » ou impôt de guerre sera démontré dans son application.

A la veille de l'entrée en vigueur de cette nouvelle charge, il est de toute importance de connaître la taxe à laquelle sont soumis les sujets de l'Empire allemand.

Aussi les personnes désirant assister à cette réunion sont priées d'en informer le secrétaire de l'Association Messine de Comptables, 5 rue de la Paix, d'ici au 3 mars prochain.

### Association Messine de Comptables.

Jenji, 19 février, a eu lieu la 5<sup>e</sup> réunion mensuelle de cette association.

L'ordre du jour figurait le développement d'un problème intitulé: « Clôture des comptes d'une entreprise commerciale avec succursales » par M. Joseph Hamue, comptable de la maison C. Guernon et C<sup>ie</sup> à Metz, et membre de la commission d'examen de l'A. M. de C.

Ce problème, minutieusement établi par M. Hamue, comportait la situation d'une maison de commerce en Société à responsabilité limitée, laquelle, à la suite de pertes importantes provenant de mauvaises spéculations, se trouve dans l'impossibilité de faire face à ses engagements.

C'est avec beaucoup de talent que le conférencier s'acquitta de la tâche qu'il avait assumée. Une nombreuse assistance, au milieu de laquelle figuraient quelques membres honoraires, suivit avec beaucoup d'intérêt le développement, et à l'issue, en témoignage de reconnaissance, applaudit vivement M. Hamue pour la compétence déployée.

### Une entente internationale contre les excès de vitesse des automobiles.

A la suite d'accidents d'automobiles, le Reichstag vient d'envisager les mesures à prendre pour obtenir plus de prudence et de modération. Ainsi que nous l'avons annoncé, mais imparfaitement seulement, le gouvernement impérial a invité tous les gouvernements allemands, ainsi que celui de la République française, à dresser des listes exactes et détaillées de tous les propriétaires d'automobiles et de les échanger avec la chancellerie impériale. Les gouvernements allemands ont envoyé leur adhésion.

### Coiffures nouvelle et ancienne.

La Société orientale de Berlin veut de faire une constatation qui ne manque point de piquant. Un de ses délégués à découvert, au cours de fouilles entreprises en Egypte, la statue d'une princesse ayant vécu au temps de Ramsès II, c'est-à-dire environ quatorze cents ans avant Jésus-Christ.

Ainsi qu'on en peut juger par deux portraits, dont l'un représente la statue et l'autre une élégante coiffée à la toute dernière mode, il n'y a aucune espèce de différence dans la forme de la coiffure.

Les savants allemands qui ont fait cette comparaison se sont demandés également si, en ces temps éloignés, la chimie venait en aide aux dames pour leur permettre d'assortir la couleur de leurs cheveux à celle de leur teint. L'un d'eux a déclaré que certaines inscriptions permettaient de le penser. *Nil sub sole novum!* comme disait déjà la sagesse au temps de Ramsès II, ou à peu près.

### Musées municipaux.

Heures d'ouverture des Musées municipaux le dimanche (entrée gratuite): Musée principal, rue de la Bibliothèque, de 11 h. à midi et de 2 h. à 3 h. Collections à la porte des Allemands, de 3 h. 1/2 à 4 h. 1/2 du soir.

### Mont-de-Piété.

Jenji le 5 mars, vente des nantissements non dégagés portant les numéros 23.076 à 25.851 du mois de janvier 1913.

### Réunion à Saint-Vincent.

Dimanche, le 1<sup>er</sup> mars, aura lieu à 8 heures du soir à la maison d'œuvres de Saint-Vincent (rue Saint-Vincent, 2) une séance de projections sur la Palestine pour les membres de l'Union populaire de la paroisse Saint-Vincent et pour leurs familles. La conférence sera donnée par M. le curé de Saint-Vincent.

### Avis.

Il est porté à la connaissance publique qu'une enquête préliminaire a été ouverte au sujet du déplacement projeté d'un tronçon de la route d'arrondissement 28 (route de Woippy) dans la construction de Devant-les-Ponts en vue de la construction d'un passage au-dessus de la voie ferrée, déplacement proposé par le Conseil municipal de la Ville de Metz dans sa séance du 20 septembre 1912.

A cet effet, suivant ordonnance de la Présidence impériale du département de la Lorraine en date du 22 décembre 1913 — V 3416 — et du 10 février 1914 — V 26 —, les plans et reliefs ainsi que le rapport explicatif s'y rapportant se sont déposés, du 2 au 18 mars 1914 inclusivement, à la Mairie de Metz, chambre n<sup>o</sup> 19, où les intéressés pourront en prendre connaissance. A partir du jour où les dits plans au-

ront reçu l'approbation de l'autorité de surveillance, il ne sera plus permis de restaurer ni de reconstruire ou de construire à neuf tout bâtiment en dehors des limites futures de la route. Les réclamations pouvant avoir lieu, devront être présentées par écrit dans le délai ci-dessus, à la Mairie de Metz, ou verbalement, du 16 au 18 mars inclusivement, par-devant le commissaire de l'enquête, M. l'adjoint Alberts du Sablon, pour être transcrites au procès-verbal de l'enquête.

A cet effet, le commissaire susdit sera présent, aux jours ci-dessus indiqués de 11 heures à midi et de 5 à 6 heures du soir, à la Mairie de Metz, chambre n<sup>o</sup> 11.

Metz, le 25 février 1914.

Le Maire: (p. d.) WAHN.

### Propos du jour.

#### A l'Esplanade:

Rencontré, le soir du Mercredi des Cendres, M. X..., un de nos honorables immigrés. On cause:

— Où courez-vous donc si vite, Monsieur X... ?

— A une réunion d'importance. Nous enterons le Carnaval en grande pompe. On mangera des poissons, et, comme on a la gorge sèche, on boira... des « boissons ».

— Toujours la même chose, en somme ?

— Que voulez-vous ? Le carême est long ! — Oh ! vous trouverez le moyen d'en adoucir la rigueur. Le Carnaval est mort, vous l'enterrez: soit. Mais, pendant le Carême, vous ferez bien dire quelques messes « salvatoriennes » pour le repos de son âme ?

— Vous êtes un mauvais plaisant. Vous n'avez pas même le respect du Mardi-Gras !

#### Pharmacies.

Les pharmacies suivantes seront seules ouvertes de main toute la journée; les autres jusqu'à midi seulement:

Pharmacie Saint-Vincent, Pauly, rue du Pont-Saint-Georges, 29; Pharmacie Corhuel, Dorr, rue Serpenoise, 32; Pharmacie Dr Jochem, rue des Allemands, 30; Pharmacie de l'Aigle, Léonce Lévy, rue du Palais, 8; Pharmacie Meuschel, rue du Pont-des-Morts, 20; ainsi que les pharmacies du Sablon et de Montigny.

#### Pour les fiancés !

Ils trouveront des trousseaux du genre le plus simple au plus riche à des prix avantageux à la maison Alex Fürst, place d'Armes.

On ne termine pas un bon dîner sans une tasse de fin Moka: c'est une finale fort agréable, surtout quand c'est du café: A. Watier, rue Fabert, 5.

### Chronique des Tribunaux

#### TRIBUNAL CORRECTIONNEL

Audience du 27 février.

Pour avoir volé 42 poules au cultivateur Sutilil à Malancourt et pour avoir passé en contrebande, à deux reprises différentes, plusieurs centaines de cahiers de papier à cigarettes, le nommé Jean Fortlofen, âgé de 35 ans, domestique, sans domicile fixe, encourt 10 mois d'emprisonnement. Il lui est tenu compte d'un mois de la détention préventive.

#### NOUVELLES RÉGIONALES

**Montigny.** — (Suicide.) Mercredi dernier, le conducteur de locomotive G., âgé de 50 ans, se suicida en se pendant à son bois de lit; G. passait pour un employé sérieux, actif et ne s'occupant que de son devoir. Des dissensions familiales auraient été la cause de cet acte de désespoir.

**Thionville.** — (Accident grave.) De notre correspondant: Vendredi matin l'ouvrier Schelbach, originaire de Basse-Yutz, travaillait aux ateliers du chemin de fer près de la gare à l'établissement bisé à la tête par un ressort. On l'a transporté à l'hôpital civil de Beaufort.

**Uckange.** — (Récompense.) L'administration des chemins de fer promet une récompense de 150 M pour la découverte du voleur qui, dans la nuit du 25 au 26 février, a cambriolé la gare des marchandises à Uckange.

Il s'agit d'un cambriolage, le second depuis ces derniers temps, commis à la gare d'Uckange. Notre correspondant nous écrit que les voleurs ont ouvert les caisses et emporté celles qui renfermaient du fromage, du savon, des parties importantes de bicyclettes, etc. Un chien de police a découvert les caisses vides dans les champs.

**Dieuze.** — (Festiva.) On nous écrit: L'Union musicale de Dieuze fêtera l'inauguration de son nouveau drapeau le 10 mai prochain.

De nombreux Sociétés de musique avec un total d'environ 400 exécutants lui prêteront leur précieux concours.

Ce sera donc une fête magnifique qui apportera une grande animation et beaucoup de gaieté dans notre paisible cité, le commerce ne s'en plaindra pas certainement.

De même que pour la dernière cavalcade qui eut un si grand succès, les habitants n'hésiteront pas dans cette circonstance à seconder l'Union musicale par tous les moyens dont ils disposent.

Pour aider à couvrir les frais qui seront assez élevés, une liste de souscription est ouverte permettant à tout chacun de rivaliser de générosité.

#### Château-Salins.

(Réunion d'anciens élèves.) On nous écrit: La réunion annoncée pour demain dimanche et une assemblée des Anciens Elèves de l'Ecole d'Agriculture et non du Comice agricole. Ce dernier tiendra son assemblée générale vers la fin du mois de mars seulement.

La réunion des Anciens Elèves se tiendra à deux heures de l'après-midi, à l'Hôtel Vallet. A l'ordre du jour figurent entr'autres une conférence sur les nouveaux engrais, une tombola, une visite de la nouvelle Ecole d'Agriculture. Le soir un banquet réunira ainsi que tous les ans les anciens élèves à l'Hôtel Voizard.

(La boulangerie.) Un boulanger nous écrit: Jeudi dernier à eu lieu à l'Hôtel Voizard une réunion des boulangers des rayons de Château-Salins et Delme. A l'ordre du jour figurait la proposition de supprimer l'échange du blé contre le pain, proposition qui a été acceptée à l'unanimité, car chaque assistant connaissait l'abus et la perte que la boulangerie subissait du fait de cet échange et l'écart de 14 M par sac de blé et sac de farine. En outre le prix du pain a été fixé comme suit: 1 M les 3 kilos de pain blanc, 92 pennges le 3 kilos de pain bis et 88 pennges les 3 kilos de pain de seigle.

**Sarrebourg.** — (Chemin de fer de Bitché à Sarrebourg.) M. Lévy, député de Sarre-

bourg, a présenté la petite question suivante au Reichstag:

« Le Chancelier peut-il indiquer où en sont les négociations entre l'administration des chemins de fer et le gouvernement d'Alsace-Lorraine à propos du chemin de fer de Sarrebourg à Bitché, et si la construction de cette voie ferrée, via Bourdonnay, va commencer bientôt ? »

**Spickern.** — Un ancien sous-officier a été reconnu pour être l'auteur d'une agression commise au commencement de ce mois sur la personne du chauffeur Schmidt, près de la côte de Spickern. L'agresseur, un nommé Schmidt, d'Elberfeld, qui avait tiré plusieurs coups de revolver sur le chauffeur, avait été dégradé et renvoyé du régiment pour désertion.

### ALSACE

**Strasbourg.** — (Suicides de militaires.) Le soldat Sabota, de Benthlen, incorporé dans le 15<sup>e</sup> bataillon du train, s'est tué dans la caserne du Neuhof. C'est le quatrième suicide de militaires dans l'espace de quelques semaines. Sans doute ce sont les nationalistes qui l'ont poussé au suicide. Qui va le dire ?

(A propos d'agressions contre militaires.) L'Elzévir relève avec raison que rien n'obligeait l'Agence Wolff de Strasbourg à ramasser et à envoyer aux quatre coins de l'Allemagne la nouvelle concernant l'attente contre des sous-officiers. Cette information, d'abord parue dans les pangermanistes *Strasburger Neueste Nachrichten* et la *Rheinisch-Westfälische Zeitung*, n'avait été reproduite par aucun journal; on se souvient trop bien que la feuille strasbourgeoise avait récemment rétracté une information analogue. Il appartiendra à l'enquête d'établir l'origine de cette collision entre civils et militaires. En attendant l'Elzévir constate que les agences omettent avec soin de copier les critiques faites par les journaux de la façon d'agir souvent provocante de la part de certains sous-officiers. Une autre version circule qui va rendre nécessaire l'intervention de la nouvelle ligue de défense.

**Traubach-le-Bas.** — (Empoisonnement d'une famille.) Quatre membres de la famille Monpoint, à Traubach-le-Bas, près de Dannemarie, sont tombés gravement malades à la suite d'empoisonnement; malgré les soins pressés, le père ne tarda pas à succomber, deux enfants étaient encore en danger de mort vendredi matin. A l'autopsie, les médecins ont constaté un empoisonnement par l'arsenic. Comme il y a des raisons de supposer un meurtre, une personne qui paraît être compromise dans l'affaire a été arrêtée.

**Schlestadt.** — (Augmentation de la garnison.) Au sujet de l'augmentation annoncée de la garnison, le *Tageblatt* de Schlestadt critique le Conseil a tenu sur ce point une séance secrète dont le résultat a été communiqué au ministère de la guerre. Le régiment qui viendrait en question pour Schlestadt est le 84<sup>e</sup> d'artillerie, actuellement en garnison à Darmstadt, et qui avait été primitivement destiné à Saverne; des raisons stratégiques auraient motivé son envoi à Schlestadt.

### Chambre française

Les Interpellations sur la politique financière du cabinet.

Paris, 27 février. — La Chambre discute cet après-midi l'interpellation Dubois sur la politique du gouvernement.

La salle et les tribunes sont comblées. La première partie du discours de M. Dubois est purement technique. L'orateur estime l'insuffisance budgétaire totale à 2.005.000.000 fr.

M. Dubois fait ressortir qu'il ne reste au ministère des finances que deux ressources: l'impôt ou l'emprunt.

M. Dubois expose longuement les projets financiers de M. Dumont, président de M. Caillaux. Il est interrompu à plusieurs reprises, surtout par les socialistes. M. Dubois signale ensuite les interventions de M. Caillaux contre la politique financière de M. Dumont. Il explique que M. Caillaux voulait bien voter l'emprunt de 900 millions pour la défense nationale, mais se refusait à voter les 400 millions. La Chambre, dit-il, a toutefois voté les 1.300 millions demandés par le gouvernement.

L'orateur poursuivant son discours, parle en faveur de l'immunité de la rente. Mais à ce moment un incident très vif se produit entre MM. Caillaux et Charles Benoist. Les deux parlementaires échangent à un certain moment des paroles qui se perdent dans le bruit. Le tumulte est assez violent pendant un grand moment. Les députés du Centre interpellent avec vivacité le ministre.

M. Deschanel obtient enfin le silence. Continuant son historique, M. Dubois rappelle que le précédent ministre fut renversé sur la question incidente de l'immunité de la rente. M. Dubois dit ensuite que l'emprunt ayant été voté le gouvernement aurait dû l'émettre. Selon l'orateur l'emprunt était indispensable.

L'orateur rappelle le projet financier de M. Caillaux et sa volonté de ne plus recourir à l'emprunt sinon pour une somme moins forte que précédemment. M. Dubois reproche à M. Caillaux de n'avoir pas émis l'emprunt français tandis que de grands emprunts étrangers sont lancés contrairement à la volonté de la Chambre.

Revenant à la question de l'impôt, l'orateur s'élève longuement contre la déclaration obligatoire et contrôlée. M. Dubois s'étonne de la sagesse des socialistes qui ne réclament plus comme ils le faisaient il y a quelque temps, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur le capital.

M. Dubois termine en se